

Jean Philippe MARTIN, docteur en histoire,
60 rue du Calvaire
34 980 Saint Gély du Fesc
04 67 84 09 23
jeanphil.martin@wanadoo.fr

LES MOBILISATIONS ALTERMONDIALISTES, ROLE ET PLACE DE LA CONFEDERATION PAYSANNE.

Résumé

Ce texte présente les raisons qui expliquent l'insertion de la Confédération Paysanne dans le mouvement altermondialiste et la place importante qu'elle y a prise. Certaines renvoient à l'héritage idéologique des sensibilités qui lui ont donné naissance, à la volonté de se différencier du syndicalisme agricole majoritaire, aux expériences de lutte et aux réseaux tissés par ces courants avec d'autres associations. Les militants de cette sensibilité ont joué un rôle important dans la constitution d'une internationale paysanne sur le plan européen puis mondial avec la Via Campesina. Ces réseaux ont permis au syndicat de défendre efficacement José Bové quand il a été confronté à la justice lors de l'affaire du Mac Do de Millau. Ce dirigeant paysan, d'autre part, a favorisé le développement du mouvement altermondialiste dont il est aujourd'hui un des leaders.

Abstract

This paper try to present the reasons because the union Confédération Paysanne take an important place in the mobilization against corporate globalization. One of these reasons is the ideogical heritage of this union but others come from the struggle it has made and from its relationships with other associations or unions. Confédération Paysanne wants also to be different from others farmers' unions in France. This union (CP) has taken also an important place in the growth and developpment of a new international peasant movement, Via Campesina. All this links have helped Confédération Paysanne and José Bové when they have some problems with french justice in 1999 after a mobilization against a Mac Do in Millau. José Bové is today an important leader of the mobilization against corporate globalization.

Le succès considérable du rassemblement du Larzac d'août 2003 à l'initiative de José Bové et de la Confédération Paysanne a confirmé la capacité d'initiative et l'écho que rencontrent cette organisation et son *leader* malgré l'érosion médiatique subie un temps par ce dernier. Curieusement, en France, pays développé, un syndicat d'agriculteurs, catégorie en net recul, et minoritaire dans son champ de syndicalisation joue un rôle de premier plan dans le mouvement altermondialiste¹. Son dirigeant semblant même incarner aux yeux du plus grand nombre ce mouvement.

¹ Ce mouvement qualifié dans un premier temps par les médias d'antimondialisation (voire antimondialiste), ou d'antiglobalisation a tenté dans un premier temps de se définir comme opposant à la mondialisation libérale puis a réussi, à l'automne 2002, à imposer sa propre définition de lui-même il est devenu « altermondialiste ». Cette expression est reprise même par ceux qui lui sont hostiles. *Le Figaro* du 11 août 2003 évoque « le grand rassemblement des altermondialistes » du Larzac et *Le Point* en octobre 2003, les « éruclations populistes des ignares altermondialistes » (cité par *Le Monde* du 18/10/2003).

Plusieurs facteurs contribuent à expliquer l'influence et le rôle de cette organisation dans les mobilisations pour une autre mondialisation. Certains renvoient aux choix politiques et idéologiques des courants qui ont donné naissance à la Confédération Paysanne. Ceux-ci, dès l'origine, affirmaient refuser le corporatisme et proclamaient la nécessité de la solidarité internationale des peuples, en particulier avec les paysans du Sud. Ces sensibilités ont tissé des liens solides, en France et au delà, avec d'autres catégories sociales ainsi qu'avec des organisations paysannes d'autres pays d'Europe voire d'autres continents. Parmi ces réseaux, la *Via Campesina*, internationale paysanne, très active dans les manifestations contre l'OMC à Seattle (1999) ou Cancun (2003), est devenue un acteur essentiel des mobilisations altermondialistes. La place conquise par la Confédération Paysanne et José Bové, enfin, ne saurait être comprise sans revenir sur le démontage du Mac Donald's de Millau en août 1999 et l'ampleur médiatique de cette action. Encore ne faut-il pas oublier que celle-ci s'inscrit dans une série d'initiatives qui ont vu ce syndicat agir avec d'autres organisations.

1 : Aux origines de la Confédération Paysanne

L'héritière des nouvelles gauches paysannes

La Confédération Paysanne, syndicat d'agriculteurs créé en 1987, est née de l'association de courants qui ont rompu en ordre dispersé (entre 1974 et 1987) avec le syndicalisme agricole majoritaire : FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) et CNJA (Centre National des Jeunes Agriculteurs) proches de la droite.

Dans les années 1960, des exploitants moyens modernisés, catholiques, de l'Ouest en particulier, appartenant aux organisations traditionnelles (FNSEA et CNJA) s'opposent aux directions de ces syndicats. Ils refusent que le nombre d'agriculteurs diminue rapidement, ils veulent que leur niveau de vie augmente et que la politique agricole commune ne favorise pas toujours les mêmes, les grands exploitants du Nord et du Bassin Parisien. En parallèle, ils se rapprochent des gauches politiques (Parti Socialiste Unifié, puis diverses extrême-gauches et Parti Socialiste issu du congrès d'Épinay). Les événements de mai 1968 accroissent les divergences entre les directions du syndicalisme majoritaire et ces militants. Ceux-ci se divisent à partir de 1974. Les partisans de la rupture avec la FNSEA et le CNJA veulent construire les Paysans-Travailleurs (PT puis CNSTP, Confédération Nationale des Syndicats de Travailleurs-Paysans en 1981), ils sont souvent de sensibilité d'extrême-gauche. Ceux qui veulent continuer à mener un combat dans la FNSEA et le CNJA (Interdépartemental, Interpaysanne) sont plutôt proches du PS, ils rompent cependant en 1982 pour créer la FNSP (Fédération Nationale des Syndicats Paysans). D'autres inscrivent leur action dans un cadre départemental et constituent des groupes autonomes (Savoie, Hérault, Aude...). Les divisions sont fortes et les tensions tenaces.

Ces sensibilités reçoivent de chercheurs ou de militants l'appellation de nouvelles gauches paysannes. Nouvelles par leur base sociale, leurs responsables sont issus de régions marquées par un vote de droite, ont été formés par un mouvement d'Action catholique la Jeunesse Agricole Chrétienne (JAC) et sont extérieurs aux traditions des gauches. Ce sont des jeunes qui ont fait le choix de la modernisation des exploitations et du monde rural. S'ils se rapprochent de la gauche ils refusent de rejoindre le MODEF (Mouvement de Défense des Exploitants Familiaux) proche du PCF, critiquent ce parti et dénoncent le modèle soviétique. Ils sont méfiants vis-à-vis de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière), compromise par sa politique pendant la guerre d'Algérie et entendent participer au renouveau organisationnel et programmatique de la gauche. Bernard Lambert, un de leurs *leaders* les plus connus veut enrichir la pensée marxiste sur la question

paysanne, il publie *Les paysans dans la lutte des classes* en 1970². Trente ans plus tard, les militants qui participent à la mouvance altermondialiste entendent eux aussi régénérer la gauche.

Les fondements idéologiques de la Confédération Paysanne

L'héritage de la JAC et du CNJA, par lesquels sont passés les militants de l'opposition, a joué car ces organisations refusaient que les agriculteurs restent à l'écart de la société. Elles ont plaidé, dans les années 1950-1960, pour la modernisation de l'agriculture et son insertion dans l'économie globale, seules à même de permettre la parité avec les autres catégories sociales. Le paysan devait devenir un agriculteur technicisé et ouvert sur le monde. De plus, le CNJA, au début des années 1960, entretient des contacts avec des associations, partis ou syndicats qui vont au delà du monde agricole. Dans la région Ouest, animée par des responsables qui vont devenir des opposants à la direction, cette orientation est systématisée. La FDSEA de Loire-Atlantique organise des manifestations communes avec des syndicats ouvriers (CGT, CFTC et FO) en 1960 et refuse le corporatisme. La déclaration commune ouvrière et paysanne de Loire -Atlantique (6 avril 1960) affirme :

« *Les organisations présentes se sont trouvées d'accord pour constater que la politique gouvernementale est en réalité celle des grandes puissances financières et se trouve à l'origine de la misère qui s'installe dans les foyers ouvriers et paysans. Cette politique consacre la solidarité de fait qui lie les travailleurs ouvriers et paysans, que certains cherchent artificiellement à opposer pour mieux les exploiter séparément. Les organisations paysannes et ouvrières affirment solennellement que les intérêts de tous les travailleurs sont liés et nécessitent leur union* »³

Les documents fondateurs de la tendance qui entend infléchir les orientations du syndicalisme agricole permettent de comprendre pourquoi cette sensibilité est capable de passer des alliances. En 1970, l'opposition présente, au CNJA, un contre-rapport intitulé « Pour un syndicalisme de travailleurs » et B. Lambert publie son livre⁴. Plusieurs questions considérées comme des points de clivage par rapport aux directions du syndicalisme agricole vont constituer le patrimoine idéologique de cette tendance et ont facilité l'insertion de ses héritiers dans le mouvement altermondialiste.

Pour cette sensibilité, une partie des paysans sont des « exploités » (car dominés par les firmes agro-alimentaires), ces travailleurs ont des intérêts communs avec les travailleurs des villes, en particulier avec les ouvriers, groupe social valorisé, et entend mener des actions avec les syndicats ouvriers. Elle n'attribue pas de valeur morale supérieure aux campagnes, au travail de la terre comme les agrariens et refuse le corporatisme ainsi que ce qu'elle appelle le mythe de l'unité paysanne. Pour elle, tous les agriculteurs n'ont pas les mêmes intérêts. Certains deviennent de nouveaux prolétaires même s'ils sont formellement propriétaires de leur exploitation alors que d'autres sont de véritables chefs d'entreprise. Ces militants pensent que le combat des « paysans exploités » qu'ils entendent défendre n'est pas isolé, que leur situation crée des solidarités et nécessite des alliances. Le refus du corporatisme a facilité les liens de la CP avec d'autres catégories sociales. Le projet actuel du syndicat (l'agriculture paysanne) entend concilier défense de la profession (les agriculteurs) et défense des intérêts globaux

² Bernard LAMBERT, *Les paysans dans la lutte des classes*, 1970, Paris, Seuil, 190 p. Réédition accompagnée de notes critiques, 2003, Nantes, Centre d'Histoire du Travail, 221 p.

³ *Déclaration commune ouvrière et paysanne de Loire-Atlantique*, CGT, CFTC, FO, FDSEA, avril 1960, (FDSEA 241, CHT, Nantes).

⁴ *Pour un syndicalisme de travailleurs*, 17 p., dit Rapport Richard du nom du militant qui le défend au congrès de Blois du CNJA les 5 et 6 juillet 1970, (ANPT 1, CHT, Nantes).

de la société (qualité de l'alimentation, environnement, droit au travail...) voire des générations futures.

Les paysans dominés des autres pays du monde sont vus comme des frères de combat, en particulier ceux des pays en voie de développement.

« LE TRAVAILLEUR.

. c'est le jeune agriculteur qui doit payer un pas de porte pour s'installer

. c'est celui qui doit quitter l'agriculture...

. c'est aussi l'ouvrier qui voit son usine fermer...

. c'est le paysan-ouvrier français ou allemand bloqué dans une situation individuelle sans issue

. c'est aussi le paysan africain qui est exploité par les trusts internationaux qui fabriquent la margarine »⁵.

Cette sensibilité tiers-mondiste est très présente parmi les nouvelles gauches paysannes. Le premier porte-parole de la Confédération Paysanne, Yves Manguy, avait été responsable en Afrique du mouvement international lié à la JAC⁶. La solidarité avec les luttes dites anti-impérialistes, critiques vis-à-vis de la domination des Etats-Unis dans le monde, est marquée. Nombre de militants ont participé à des réseaux de soutien avec le Nicaragua sandiniste. Cet engagement a débouché parfois sur une passion, Joseph Chevalier, dirigeant de la FDSEA de Loire-Atlantique en 1971-1972 s'est rendu onze fois au Nicaragua en un dizaine d'années⁷. Cette solidarité passe pour ces militants par la nécessité que les paysans des pays dominés ne soient pas ruinés par des exportations à bas prix venant des pays développés. Ils refusent le discours sur la vocation exportatrice de la France car ces exportations (comme celle des Etats-Unis) sont possibles grâce aux aides de la Politique Agricole Commune reçues par les céréaliers. La Confédération Paysanne et les courants qui sont à son origine défendent la nécessité que les pays du Sud puissent être auto-subsistant et critiquent une politique qui ruine les paysanneries africaines et impose le modèle alimentaire occidental. Ce combat est relié à celui pour une autre répartition des aides de la Communauté Economique Européenne (puis de l'Union Européenne) qui vont en priorité aux grandes exploitations des régions les plus favorisées leur permettant ainsi d'exporter. L'internationalisme fait partie du patrimoine constitutif de la Confédération Paysanne qui défend l'idée de souveraineté alimentaire et de solidarité Nord-Sud⁸.

Les nouvelles gauches paysannes qui émergent dans les années 1960 adoptent un discours anticapitaliste virulent, sont influencés par les marxismes alors en vogue et les références au socialisme (non soviétique) sont nombreuses. Les paysans « exploités » sont des « travailleurs » que la prolétarianisation guette⁹ et leurs adversaires parmi les agriculteurs sont des « chefs d'entreprise ». « Nous voulons que le droit au travail soit le droit premier et fondamental de notre société » affirme le rapport Richard au CNJA¹⁰ le faisant passer avant le droit de propriété (pour les fermiers...). Jusqu'à la fin des années 1970, ces courants continuent à manier un tel langage mais délaissent leur critique du droit de propriété. Comme dans les autres gauches, la dénonciation du capitalisme régresse, laissant place, dans les années 1990, à une critique du libéralisme ou de ses excès. Cette évolution permet à la CP

⁵ Rapport Richard, p. 17.

⁶ Samuel DEGUARA, *Les conditions d'émergence d'un nouveau syndicat, la Confédération Paysanne ((1981-1987)*, 2000, DEA sous la dir. De Annie COLLOVALD, ParisX -Nanterre, 149 p.

Questionnaire envoyé par nos soins aux dirigeants de ces sensibilités au printemps 2000 et entretien avec Y. Manguy en février 2001.

⁷ René BOURRIGAUD, *Paysans de Loire-Atlantique, 15 itinéraires à travers le siècle*, 2001, Nantes, CHT, 298 p.

⁸ Différents rapports d'orientation des congrès de la CP. CS, n°91, novembre 1995, « Echanges Nord - Sud : Paysans d'une même terre ».

⁹ Cette expression de « prolétarianisation » est aussi utilisée par la direction du CNJA mais pour la refuser alors qu'elle apparaît comme une destinée quasi inéluctable chez B. Lambert.

¹⁰ Rapport Richard, p. 17.

d'être en relation avec les associations qui ont suivi le même chemin qu'elle mais aussi de développer les contacts avec celles qui lient la défense d'une cause à la critique de la mondialisation libérale mais que le langage marxiste heurterait.

D'autres facteurs ont favorisé l'implication de la CP dans le mouvement altermondialiste.

Des facteurs favorables à l'implication de la Confédération Paysanne au delà du champ strictement professionnel

La rupture avec le syndicalisme agricole traditionnel oblige ces sensibilités à retravailler l'intérêt et le groupe d'intérêt à défendre et à présenter les différences d'analyse comme des points de clivage importants qui justifient la nécessité d'une autre organisation. Les différences idéologiques, de fonctionnement, de pratiques et d'actions sont systématiquement relevées sinon accrues pour légitimer la création d'un nouveau syndicat. D'autre part, les responsables de cette sensibilité ont perçu (avant ceux de la FNSEA) la nécessité de rechercher un élargissement de la cause à défendre voire même son « universalité et la justesse d'une idée éthiquement irréprochable »¹¹. Y parvenir permet d'avoir plus facilement accès aux médias, de populariser son combat et de passer des alliances. Le projet d'agriculture paysanne de la CP entend réconcilier agriculture et environnement, production et qualité, l'agriculteur et le consommateur. Autant de facteurs qui permettent d'avoir la sympathie des médias et de travailler avec des écologistes ou des associations de consommateurs comme en Bretagne pour la qualité de l'eau.

Les nouvelles gauches paysannes sont minoritaires dans le champ du syndicalisme agricole et sont probablement appelées à le rester. Elles étaient même dans les années 1970 très minoritaires. Les PT puis TP ne regroupaient que quelques milliers d'adhérents et le courant qui rompit plus tardivement quelques dizaines de milliers (alors que la FNSEA en avait des centaines de milliers). Ce facteur a facilité leur capacité à marier défense professionnelle et discours sociétal, le refus du corporatisme, les dénonciations des céréaliers et la recherche d'alliances avec les ouvriers avaient (à part dans quelques cas) peu d'écho et des conséquences limitées. Le syndicat avait peu à perdre. Pour s'élargir, un travail d'adaptation a été nécessaire. Le lissage du discours anticapitaliste et l'acceptation de la propriété paysanne s'expliquent en partie de ce fait. L'exemple de l'Aveyron démontre *a contrario* que quand un syndicat départemental a une influence de masse (plus de 44% des voix des exploitants agricoles aux élections aux chambres d'agriculture de 2001), il ne lui est pas facile de résister au corporatisme. La CP de l'Aveyron défend pour le Roquefort la notion d'Appellation d'Origine Contrôlée et refuse que ce nom soit donné à des fromages produits ailleurs. Elle s'oppose cependant à ce que la féta grecque bénéficie d'une telle appellation affirmant que ce type de produits est élaboré sur tout le pourtour méditerranéen. Ce qui ne peut se comprendre que comme la défense de la filière aveyronnaise dont une partie du lait de brebis est transformé en féta assez bien rémunérée.

Le lutte du Larzac (1971-1981), a vu des paysans s'opposer à une tentative d'extension d'un camp militaire qui les aurait expropriés. Elle a conforté l'ouverture à d'autres couches de la société de ces courants. En effet, B. Lambert et ces sensibilités sont à l'origine du premier rassemblement de soutien aux paysans menacés d'expropriation sur ce plateau à l'été 1973. Dans cette lutte, ces militants découvrent des paysans qui ont des pratiques et des problèmes différents des leurs. Ce combat reçoit l'appui de jeunes, d'ouvriers (dont ceux de l'usine Lip en lutte), de réseaux divers (non-violents, catholiques, écologistes, régionalistes, extrême-gauches...), de paysans d'autres pays (paysans japonais en lutte contre la construction d'un aéroport à Narita...). Il devient le point de ralliement de militants

¹¹ Michel OFFERLE, *Sociologie des groupes d'intérêt*, 1998, Paris, Montchrestien, 158 p. (p. 70).

tiers-mondistes et accueillent des militants polynésiens et du Front de Libération Nationale Kanak Socialiste (dont Jean-Marie Tjibaou) que l'avocat des paysans du Larzac (François Roux) défend aussi. Les militants des nouvelles gauches paysannes (dont les relations avec les paysans du Larzac furent parfois difficiles) doivent s'adapter aux convictions et aux méthodes de lutte de ceux du Larzac ; ils doivent tenir compte des autres alliés (non-violents, écologistes...) nécessaires au maintien d'un rapport de forces. Il leur faut infléchir leur discours et leurs pratiques. L'annulation de l'extension en 1981, après l'élection de François Mitterrand, est vécue comme résultant de la ténacité et de la capacité d'ouverture des Larzaciens.

Le recul des idées marxistes, l'affaiblissement des extrême-gauches à la fin des années 1970, la montée de la sensibilité écologiste puis les déceptions vis-à-vis de la politique du Parti Socialiste au pouvoir après 1981 ont poussé ces courants à affirmer leur autonomie et à amplifier l'inflexion idéologique entamée en 1980. A partir de cette date, les nouvelles gauches paysannes font de la critique du productivisme l'axe central de leur projet, mettant au centre de leurs réflexions, la question de la finalité de l'agriculture. Ce qui débouche sur des actions communes avec des associations de consommateurs ou d'environnementalistes et sur l'affirmation de son projet d'agriculture paysanne. De nouveaux partenaires et un nouveau projet à un moment où les déceptions vis-à-vis du partenaire longtemps privilégié (les ouvriers) et du projet initial (le socialisme) sont patentées.

Une des raisons qui expliquent l'intérêt que porte la Confédération Paysanne aux questions internationales tient au fait que la politique agricole est décidée à Bruxelles dans le cadre de la CEE. Les critiques portées contre la Politique Agricole Commune (PAC) ont amené ces sensibilités à développer des liens avec d'autres syndicats paysans. Les quotas laitiers en 1984 ont confirmé avec éclat l'importance de la PAC, jugée favorable à la concentration des exploitations. La CNSTP a joué un rôle moteur car pour elle, la résistance à l'échelle d'un pays ne suffit pas. Il est nécessaire de développer les contacts pris auparavant pour des raisons d'efficacité et pour se doter d'un outil de réflexion sinon d'influence plus efficace. Elle entend avoir à Bruxelles une organisation internationale qui relaie ses propositions et s'oppose à celles du groupe auquel appartient la FNSEA (le COPA, Comité des Organisations Professionnelles Agricoles de la CEE). Qualifié par la CP de « lobbies agro-industriels »¹².

En 1992, la CP considère que les négociations du GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) « ont plané sur la réforme » de la PAC. Alors que le bilan fait par le commissaire européen Ray Mac Sharry était juste, la réforme décidée en mai 1992 ne va pas dans le bon sens. Pour elle la CEE a cédé aux Etats-Unis sur la question des soutiens à l'agriculture, dans la perspective des négociations du GATT. D'où l'intérêt porté, à partir de ce moment, au GATT dont « le fonctionnement est anti-démocratique », où les Etats-Unis « jouent la surenchère » et l'exigence d'une « structure internationale démocratique dont la mission serait de gérer les 5% de production qui relèvent effectivement du marché mondial » afin de mener une autre politique internationale¹³. Pour le syndicat, les décisions prises dans le cadre du GATT se traduisent par des choix opposés à ses priorités. Le rapport d'orientation de 1994, dénonce « la libéralisation des échanges mondiaux », s'oppose aux accords du GATT et « refuse de cautionner ce nouvel ordre mondial qui tente d'imposer un modèle de société fondé sur la destruction des modèles multiples et décentralisés d'agriculture »¹⁴. Le syndicat décide de réactiver sa commission internationale.

¹² *Campagnes Solidaires*, octobre 1990.

Sur le syndicalisme agricole européen, Bertrand HERVIEU et Rose-Marie LAGRAVE (direction), *Les syndicats agricoles en Europe*, 1992, Paris, L'Harmattan, 318 p.

¹³ Confédération Paysanne, Rapport d'Orientation, décembre 1992, p. 4.

¹⁴ CP, RO, 1994, p. 11.

Affirmer la nécessité d'un combat international et d'alliés est une chose, construire des réseaux et des solidarités est souvent plus long.

2 : Une stratégie d'ouverture réussie, vers la galaxie altermondialiste

La construction de la Coordination Paysanne Européenne

Les années 1980 voient les sensibilités dont nous avons parlé participer à la construction de la Coordination Paysanne Européenne (CPE). Plusieurs « Rencontres paysannes européennes » ont été nécessaires ¹⁵.

- Saint-Léonhard (Autriche), 1^{er}-4 juillet 1981, avec des organisations de 5 pays européens
- Lugano (Suisse), 11-14 février 1982, 8 organisations de 5 pays sont présentes
- Memmingen (RFA), 4-6 février 1983, des organisations de 4 pays
- Kientzheim (France), 4-5 février 1984, 13 organisations de 8 pays
- Bergen (Pays-Bas), 27-28 mars 1985
- Paris, 21-22 octobre 1985, « journées de travail » sur le Livre Vert de la Commission Européenne. A cette occasion, le sigle CPE est utilisé pour la première fois.
- Madrid, 4-5 décembre 1986, avec 28 organisations de 10 pays, création formelle de la CPE en marge de cette rencontre.

Une commission de coordination pour aller vers une organisation européenne avait été créée dès 1982. L'instauration des quotas laitiers en 1984 oblige ces organisations à se rencontrer plus régulièrement et à confronter leurs points de vue. En parallèle, les organisations à l'initiative de cette démarche étendent leur réflexion à l'ensemble de l'Europe. Le bureau de la CPE est constitué en janvier 1987. Elle ouvre son siège à Bruxelles en octobre 1989 avec un coordinateur Gérard Choplin (ex - animateur TP). En janvier 2003, la CPE regroupait 18 organisations de 9 pays (UE et hors UE), d'autres organisations ayant le statut de candidates ou d'associées. La CPE adopte une coordination souple afin de respecter les différences entre les traditions nationales. Elle utilise l'expression « paysanne » pour suggérer son opposition à une politique favorisant la concentration des exploitations et l'agriculture industrielle. Elle réinvente le métier de paysan, homme du pays qu'elle n'entend pas couper de la société globale. Elle veut défendre les petits et moyens agriculteurs mais semble perçue par les médias, en France du moins, comme un regroupement de syndicats agricoles de gauche ou de syndicats minoritaires sinon comme l'internationale de la CP¹⁶.

Les deux premières rencontres regroupaient des organisations de paysans de montagne et de petits et moyens paysans puis la référence explicite aux paysans de montagne disparaît. Des organisations d'Autriche, de Suisse, de France, de République Fédérale Allemande (RFA) sont à l'origine et ont été les piliers de ce regroupement¹⁷. Pour la France, les TP suivent, dès le départ, ces rencontres et en

¹⁵ Archives de la CPE, rue de la Sablonnière, Bruxelles ; site internet de la CPE ; *Nouvelles Campagnes*, n° 16 et 19 ; divers numéros de *Campagnes Solidaires* et *Le Travailleur Paysan* (CHT, Nantes).

¹⁶ Divers compte-rendus d'activités de la CPE par *Ouest-France* et *Le Monde*. Le point de vue interne est différent, la revue *Bauernblatt* évoque en mai 1985, la « Bauernopposition » (l'opposition paysanne) alors que ce même mois *Le Travailleur Paysan* oppose « les organisations traditionnelles » au « jeune mouvement paysan ». Le qualificatif de « progressiste » est parfois utilisé.

¹⁷ La 1^{ère} rencontre a été organisée à l'initiative de l'OBV (Association autrichienne des paysans de montagne, fondée en 1974, autour de 300 membres), de RFA était présent le *Bauernblatt* (groupe de travail né en 1977 autour d'une revue *La feuille des paysans* tirée à 3000

sont un des moteurs alors que la présence de la FNSP est irrégulière. Puis, peu à peu, ces rencontres voient de nouveaux partenaires s'y associer : en 1984, pour la première fois participent trois organisations de Belgique, deux des Pays-Bas, une du Danemark et une d'Espagne. Quelques mois auparavant, une initiative des Verts allemands avait permis aux organisations belges et hollandaises de débattre et de publier un communiqué commun avec celles de France, RFA, Suisse et Autriche (4 novembre 1983). C'est en 1984 qu'est organisée la première action à l'échelle européenne de ces forces en faveur d'une nouvelle politique agricole de la CEE.

Cette coordination associe des organisations aux forces différentes (quelques centaines de personnes en Autriche, quelques milliers en RFA et en France au départ), aux statuts divers : syndicats nationaux (France), régionaux (Espagne), groupement autour d'une revue (RFA au début), association, tendance du syndicalisme majoritaire... Ces courants font souvent référence à la défense des exploitations familiales, des petits et moyens paysans ou des producteurs de montagne. La plupart sont minoritaires dans leur champ de syndicalisation. La CPE n'est pas parvenue à tisser des liens prolongés avec des forces importantes en Italie (malgré la présence de la *Confcoltivatori* une ou deux fois) ou en Grèce et elle l'a fait tardivement avec des organisations du Royaume-Uni.

Plusieurs de ces organisations ont des liens avec l'action catholique en milieu rural. Les militants qui participent à ces rencontres ont souvent (en France, en Belgique, en ex - RFA...¹⁸) été formés par des mouvements chrétiens. Ces mouvements, dans tel ou tel pays, ont accompagné la formation de la CPE, le Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne (MRJC, France) est présent dès la deuxième rencontre (1982), une organisation de jeunesse catholique de RFA (la Katholische Landjugendbewegung) l'est en 1984. De plus, le MIJARC (Mouvement international de la Jeunesse Agricole Rurale et Catholique) participe à la CPE à partir des rencontres de Madrid en 1986. L'action catholique a suivi avec intérêt la constitution de cette coordination dont elle a formé nombre de responsables.

Les écologistes organisés dans les partis Verts ont, eux aussi, accompagné cette création. Le *Bauernblatt* a des liens avec les *Grünen*. Ceux-ci sont à l'initiative d'une rencontre de plusieurs organisations paysannes qui débouche sur un communiqué commun à l'automne 1984. Le Groupe « Arc en ciel », députés écologistes du Parlement européen, est présent avec le statut d'observateur lors de la rencontre de mars 1985 aux Pays-Bas. Cette présence signalée dans la revue des TP ne l'est cependant pas au bas du texte de la résolution adoptée. Et, lors de la rencontre de 1986 les partis se réclamant de l'écologie ne sont pas représentés en tant que tels, ce qui ne veut pas dire absence de relations¹⁹. La volonté d'indépendance politique ainsi que celle de maintenir des liens avec d'autres partis (de gauche) expliquent probablement le choix de conserver une certaine distance avec les écologistes. Quand la CNSTP organise une table ronde à l'issue de journées de travail de la CPE en octobre 1985, elle invite des représentants des Verts européens, mais aussi des socialistes (Bernard Thureau, député européen du PS, ancien dirigeant paysan de la Loire-Atlantique qui mena le combat à l'intérieur du CNJA).

La CPE bénéficie d'une reconnaissance institutionnelle avec la participation d'un représentant de la commission agricole à la table ronde qu'elle organise le 21 octobre 1985 sur le livre vert de la Commission agricole européenne. Elle rencontre le bureau élargi de la commission agricole du parlement européen en

d'exemplaires, devenu plus tard un syndicat), de Suisse, le VKMB (Association de protection des peti(e)s et moyen(ne)s exploitations puis paysans, née en 1979 qui revendiquait 2000 membres) et de France les TP ; auxquels s'ajoutait une organisation portugaise.

¹⁸ Marc MORMONT et Bogdan VAN DONINCK, « Belgique, l'hégémonie du Boerenbond », p. 35 dans *Les syndicats agricoles en Europe*, B. HERVIEU et R.M. LAGRAVE, ouv. cit.

¹⁹ En 2000, plusieurs militants de la CP appartenaient aux Verts sans y jouer de rôle de premier plan.

décembre de cette même année. Le 14 mai 1987, après sa création formelle, elle est reçue par Michel Jacquot, conseiller agricole du président de la Commission de Bruxelles, Jacques Delors. La préparation de la réforme de la PAC entraîne un temps des espoirs à la Confédération Paysanne (moins semble-t-il à la CPE) qui voyant que Ray Mac Sharry partage nombre de ses constats sur les dérives de la PAC espère que la réforme proposée ira dans le sens de ses propositions. En 1992, le syndicat déchanté et condamne la politique suivie, d'où une attitude plus critique après. La reconnaissance institutionnelle permet, cependant, à l'association de formation qu'elle anime d'obtenir des financements.

Les revendications de la CPE portent, à cette époque, sur l'exigence de prix différenciés selon les régions et les producteurs. Elle demande une politique volontariste plus favorable aux régions défavorisées et aux petits et moyens producteurs. Elle affirme la nécessité de rompre avec la concentration des exploitations. Ce discours entre en résonance avec celui d'organisations paysannes ailleurs dans le monde.

Vers une internationale paysanne

La préhistoire de la *Via Campesina* suppose de repérer les fils fragiles et divers qui ont, peu à peu, permis de créer une internationale paysanne.

La lutte du Larzac a eu un écho international et des paysans d'autres continents sont venus sur le causse. En août 1981, se tiennent sur ce plateau des rencontres internationales pour la paix qui regroupent 2500 personnes parmi lesquels des paysans du Japon, d'Autriche, des représentants indiens des Amériques et du Front de Libération du Salvador ainsi que du mouvement anti-impérialiste français ou des groupes tiers-mondistes. Parmi les pistes de réflexion retenues : l'organisation de rencontres paysannes du monde sur le Larzac dans les deux ans²⁰. Le projet ne débouche pas immédiatement mais quelques paysans se rendent au Japon en mars 1982 et en Nouvelle-Calédonie à la fin des années 1980²¹.

Revue, intellectuels, compagnons de route ou organisations politiques proches des nouvelles gauches paysannes ont toujours apporté des informations, des éclairages sur les luttes paysannes ou rurales dans le monde entier, souvent à partir d'un point de vue anti-impérialiste. Dans *Nouvelles Campagnes* des textes sur des luttes ou des expériences au Brésil, au Salvador... ou des extraits de documents syndicaux des Etats-Unis ont nourri la sensibilité internationaliste des militants paysans. Des liens personnels jouent aussi, Pierre Vuarin, ancien de la GOP, des comités Larzac, de *Nouvelles Campagnes* qui vécut un temps à Rodez (Aveyron), travaille à la Fondation Charles-Léopold Meyer (ex - Fondation pour le Progrès de l'Homme)²² et possède une maison sur le causse. Par ses réseaux, il aide J. Bové à tisser des liens aux Etats-Unis, fin 1999, en parallèle au sommet de l'OMC à Seattle.

Les nouvelles gauches paysannes ont entretenu des relations avec des groupes hors d'Europe. En 1984, se tient à Mexico, la première rencontre latino-américaines des organisations paysannes indépendantes. Sont présentes parmi d'autres, l'UNAG (*Union Nacional de Agricultores et Ganaderos*) du Nicaragua, la *Coordinadora Nacional Plan de Ayala* (Mexique), le *Movimiento Dos Sem Terra* (Brésil), la *Confederacion Campesina del Peru* représenté par Hugo Blanco... et un représentant de la CNSTP, Bruno Bernard ²³ (néo-rural, installé dans l'arrière-pays de

²⁰ *Nouvelles Campagnes*, n° 16, novembre 1981, article de Pierre Vuarin.

²¹ Alexander ALLAND JR, *Le Larzac et après. L'étude d'un mouvement social novateur*, 1995, Paris, L'Harmattan, 271 p. (pp.140-144).

²² La FPH avait édité avec la CP en 1994, *L'agriculture paysanne, des pratiques aux enjeux de société*, 161 p.

²³ *Encuentro latinoamericano de organizaciones campesinans*, CNPA-ANEP, 14 et 15 novembre 1984 (CHT, Nantes). Dans ce document, le représentant de la CNSTP est appelé « Bruno Bernari ». « A Cuzco, les paysans sont en train de se syndiquer sous la direction d'Hugo

l'Hérault). Cette réunion se fixe l'objectif de coordonner les luttes à l'échelle de l'Amérique latine et de développer les contacts, les relations de solidarité, le travail avec des organisations paysannes d'autres continents. Un militant mexicain suit le congrès des TP en 1985 (Villeneuve-sur-Lot). Du 19 au 21 juin 1988, des organisations paysannes d'Europe, du Japon, d'Amérique du Nord se rencontrent dans le Minnesota à l'occasion du sommet des pays industrialisés de Toronto. Les contacts se poursuivent, un militant du Winsconsin (EU) est présent le 11 octobre 1989 lors de l'inauguration du siège de la CPE à Bruxelles. Une réunion d'organisations paysannes d'Europe, d'Amérique et, fait nouveau, d'Asie a lieu dans le cadre du contre-sommet du GATT à Bruxelles, « Alert for Action GATTastrophe » le 3 décembre 1990. Elle regroupe outre la CPE, la COAG espagnole, une organisation de petits paysans de Norvège, le réseau pour protéger la sécurité de l'alimentation et l'environnement du Japon et la *National Family Farm Coalition* des Etats-Unis. Cinq points sont déclarés prioritaires : la défense du revenu des agriculteurs, le droit à la sécurité alimentaire de chaque Etat, l'arrêt du **dumping** aux exportations, la pouvoir de chaque Etat de fixer ses normes d'environnement et le fait que les négociations du GATT doivent être publiques. Le lutte contre le GATT favorise les convergences avec d'autres organisations. La CPE participe activement à la manifestation du 4 décembre 1993 à Genève qui rassemble 8000 personnes derrière un mot d'ordre, « Agir pour une alternative au GATT » et réclame « une autre organisation du commerce mondial, plus équitable, plus démocratiques, et qui ne dicterait pas sa loi aux économies intérieures des pays ». La cortège a mêlé syndicats ouvriers (CGT française), écologistes, associations du monde culturel (Les pieds dans le PAF, Etats Généraux de la Culture avec Jack Ralite), réseaux chrétiens (Chrétiens dans le Monde Rural)... et syndicats paysans, la CPE, des syndicats proches d'elle mais aussi le MODEF (France), des syndicats d'agriculteurs du Japon, des Etats-Unis, du Canada et, pour la première fois, d'Inde (l'Association des paysans de l'Etat du Karnataka, dirigée par M. D. Nanjuda Swamy qui évoque le combat pour la biodiversité et « contre le pillage des semences traditionnelles par les multinationales »). Lors du meeting, le discours de l'agricultrice des Etats-Unis a empêché nous dit *Campagnes Solidaires* « tout anti-américanisme primaire ». La manifestation est un succès qui satisfait les organisateurs²⁴.

Le préoccupation politique est réelle, le souci présent, les contacts établis, ils débouchent sur un mouvement international dans les années 1990. Huit organisations (Europe, EU, Canada, Caraïbes, Amérique Centrale) présentes lors du congrès de la UNAG à Managua (Nicaragua) en avril 1992 décident de renforcer leurs liens et d'en nouer avec d'autres forces. En mai 1993, à Mons (Belgique) « quarante-six dirigeants paysans (dont un quart de femmes) » de plusieurs continents sont réunis, le financement de la réunion a été assuré par l'ONG de développement néerlandaise *Paolo Freire* qui mécontente de ne jouer qu'un rôle second quitte les lieux²⁵. Les paysans tenant semble-t-il à leur indépendance. La *Via Campesina* est créée, une déclaration marque son acte de naissance. Reste qu'elle n'apparaît pas en tant que telle lors des manifestations pour une alternative au GATT en décembre de la même année à Genève, signe de sa relative fragilité encore. Le mouvement qui dénonce le néo-libéralisme entre dans une phase de construction. Paul Nicholson, membre du bureau exécutif de la CPE en est le

Blanco. - Celui-là, c'est un communiste. - Et alors ? » Manuel SCORZA, *Le chant d'Agapito Roblés*, 1982, Paris, Belfond (trad.), p. 195. Trotskyiste plus précisément (IV^e internationale, tendance LCR française). Candidat aux élections présidentielles, à la fin des années 1970, où il obtint un score significatif, il est toujours, en 2003, membre de la CCP (Confédération Paysanne du Pérou).

²⁴ *Campagnes Solidaires*, n°71, janvier 1994, p. 4.

²⁵ Christian LOSSON, Paul QUINIO, *Génération Seattle, les rebelles de la mondialisation*, 2002, Paris, Grasset, 316 p.

VIA CAMPESINA, *Une alternative paysanne à la mondialisation libérale*, 2002, Genève, CETIM, 256 p. Citation tirée de l'article de Annette Aurélie DESMARAIS (p. 80).

secrétaire jusqu'en 1996. Plusieurs rencontres permettent de mesurer son développement, consacré par la place qu'il prend dans les mobilisations altermondialistes.

- La deuxième rencontre internationale (conférence) a lieu du 18 au 21 avril 1996 à Tlaxcala (Mexique), elle regroupe plus de 69 organisations de 37 pays. Le secrétariat est désormais confié à Rafaël Alegria (Honduras)
- La troisième conférence se tient à Bangalore (Inde) en octobre 2000 avec des organisations d'une soixantaine de pays.

En parallèle à ces rencontres paysannes à l'échelle planétaire, le mouvement peut tenir des réunions à l'échelle d'une région (plusieurs pays), sur un problème particulier, seul ou avec des ONG (le séminaire de Bruxelles sur les politiques agricoles et commerciales solidaires, en mai 2001, est organisé par divers acteurs dont OXFAM-Solidarité). La *Via Campesina* participe aussi aux manifestations lors des sommets de l'Organisation Mondiale du Commerce (Seattle, Doha, Cancun...), de la FAO (sommet de Rome en 1996, sommet mondial de l'alimentation juin 2002 de la *Food and Agriculture Organization of the United Nations*)... qui sont pour elle l'occasion de faire connaître son point de vue. Elle est aussi partie prenante du Forum Social Mondial de Porto-Alegre à l'organisation duquel elle participe. Elle utilise celui-ci pour faire avancer ses idées telle son hostilité aux Organismes Génétiquement Modifiés. En janvier 2001, José Bové et des militants du MST brésilien fauchent des plantes transgéniques dans des champs ensemencés pour la multinationale Monsanto.

Le développement de la *Via Campesina* est important, les syndicats de la CPE et d'Amérique latine ont réussi à faire la jonction avec des organisations en Asie : en Inde, aux Philippines, en Indonésie. En Afrique, ses forces sont encore limitées même si, depuis peu, le mouvement a pris des contacts avec des organisations ou réseaux. Une rencontre s'est tenue à Dakar en novembre 1998 ; une autre du 19 au 21 mai 2003 entre des membres de la *Via Campesina* et des organisations africaines, a débouché sur une déclaration « pour des politiques agricoles et commerciales solidaires ». La Chine demeure, évidemment, un des principaux points faibles de cette internationale paysanne. Celle-ci revendique 50 millions de membres mais comme la CPE ses forces sont très diverses allant de quelques milliers à des millions de membres pour le syndicat indien du Karnataka (le KRSS). Cette diversité est accentuée par le fait qu'elle regroupe des syndicats d'exploitants agricoles familiaux (souvent petits ou moyens propriétaires) et des mouvements de paysans sans-terre comme au Brésil ou en Afrique du sud. Ces organisations, d'autre part, ne sont pas toutes dans la même situation à l'intérieur de leur pays, elles peuvent être implantées nationalement ou régionalement ; en situation dominante ou minoritaire... C'est une des raisons qui explique le choix d'une structure souple, indépendante politiquement, pluraliste, organisée en grandes régions où s'organisent les débats sur le plan continental. Elle s'efforce toutefois de mener des campagnes ou des actions internationales²⁶ comme la journée mondiale des luttes paysannes (le 17 avril en souvenir d'un massacre de paysans au Brésil en 1996).

Les idées défendues par la *Via Campesina* visent à résoudre les difficultés des paysans des pays du Sud. Pour elle, « le fait que la terre, la richesse et le pouvoir ne soit l'affaire que de quelques gros propriétaires et de corporations multinationales ôte toute possibilité aux paysans et aux agriculteurs de contrôler leur destin ». Elle décide donc de relever ce défi d'une manière collective. « Nous devons lutter contre les facteurs économiques et politiques détruisant nos moyens de subsistance, nos communautés, nos cultures et notre environnement naturel »²⁷. L'exigence de la souveraineté alimentaire (affirmée au sommet mondial de l'alimentation en 1996) est, pour elle, le droit des pays à définir leur politique

²⁶ Parmi d'autres CS, n°130, mai 1999.

²⁷ *Via Campesina*, déclaration de Tlaxcala, 21/4/1996.

agricole ou alimentaire, à se protéger des importations à bas prix et la priorité donnée aux productions locales. Le mouvement veut que les paysans, les paysannes et les sans-terre aient accès à la terre (avec l'exigence d'une véritable réforme agraire), à l'eau, aux semences et au crédit. D'où son refus des politiques néo-libérales et du *dumping* qui profitent aux pays du Nord et en particulier aux grandes entreprises transnationales. Il défend l'idée d'une agriculture durable et d'un commerce international juste grâce à des soutiens publics et à des prix stables sur le plan international par des accords de maîtrise de la production²⁸. L'habileté de ces organisations est d'associer des associations non agricoles à leur lutte pour une nouvelle politique agricole en Europe. Il s'agit de construire les questions professionnelles comme des problèmes de société.

Certains thèmes sont moins strictement agricoles et renvoie à un projet de société, on aura noté l'importance accordée dans la déclaration de Tlaxcala à la défense des communautés et des cultures. Le refus du racisme est affirmé ainsi que celui de l'oppression des minorités ethniques. La place des femmes apparaît comme un objectif majeur du mouvement, nettement proclamé lors de la conférence de Bangalore. Deux jours avant celle-ci, une conférence internationale des femmes du mouvement se déroule à Ramnagar (Inde), la présence est réduite (42 déléguées de 26 pays) mais les revendications sont claires. La conférence de Bangalore adopte une position sur la discrimination sexuelle qui dénonce les méfaits du néo-libéralisme mais aussi « la répression et les abus dont souffrent beaucoup d'entre elles au sein de leur propre foyer ». Ce texte réclame pour les femmes la justice économique et le développement social, il souligne aussi la nécessité de faire progresser de manière volontariste la cause des femmes à l'intérieur de l'organisation²⁹.

Le thème qui a, peut-être, le plus rapproché ce mouvement des autres couches de la population et d'associations écologistes, est sa ferme opposition aux OGM³⁰. Les paysans du KRSS indien ont joué un rôle moteur dans ce combat. La *National Family Farmers Coalition* (EU) mais aussi René Riesel (ancien enragé de Nanterre en 1968, éleveur en Lozère et qui appartient un temps à la direction nationale du syndicat) et José Bové (Aveyron) ont permis de le populariser. Défense de la biodiversité, refus de la brevetabilité du vivant et de la mainmise des grands firmes agro-chimiques sur les paysans se conjuguent avec la défense du droit des peuples du Sud à se nourrir de manière indépendante et des consommateurs (des pays du Nord) à une alimentation saine. Pour ce mouvement, les OGM ne sont ni une demande ni une nécessité pour résoudre le problème de la faim dans le monde. Cette position rejoint celle d'ONG du Nord comme du Sud dont *Greenpeace* qui lance une campagne médiatique à l'automne 1996.

Ces syndicats sont en relation avec de nombreuses associations avec lesquelles des relations de confiance se sont établies.

Des alliances stratégiques

Dans les années 1960-1970, les ouvriers constituaient le groupe de référence, alliés stratégiques mais aussi modèle dont il fallait s'inspirer pour mener une vraie politique de gauche (de « classe » disaient certains) dans les campagnes. L'affaiblissement du mouvement syndical, la crise du modèle socialiste et la percée de thèmes environnementalistes amènent ces sensibilités à modifier leurs

²⁸ *Via Campesina*, intervention à la commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO, 10/12/1996, Rome et communiqué sur la souveraineté alimentaire du 15/1/2003.

²⁹ « La position de *Via Campesina* sur la discrimination sexuelle », dans l'article de Annette Aurélie DESMARAIS, art. cit., pp. 128-131 et site internet du syndicat.

³⁰ *Campagnes Solidaires*, documents de la *Via Campesina* et Hervé KEMPF, *La guerre secrète des OGM*, 2003, Paris, Seuil, 310 p.

références. Elles refusent un repli sur le monde agricole et continuent à penser que des alliances sont une nécessité en terme d'efficacité et un besoin politique. Ce choix stratégique correspond à un projet de société.

Cette préoccupation du syndicat entre en phase le souci de nombre d'ONG d'élargir le champ de leurs préoccupations et de critiquer les effets de la mondialisation libérale dans les domaines environnementaux, des droits de l'homme, des enfants, en ce qui concerne la santé, l'éducation.... La dénonciation des firmes transnationales qui profitent du développement des échanges internationaux est aussi portée par des associations du Sud qui se tentent de se coordonner en Asie ou ailleurs. Le sommet de Rio, en 1992, favorise le débat entre ONG et la Confédération Paysanne. *Greenpeace* publie en novembre 1992 un article dans la revue de la CP sur les dangers liés à l'utilisation des pesticides en agriculture.

Le syndicat publie des articles sur les difficultés mais aussi les réalisations du monde rural. Lors des grèves de novembre-décembre 1995, il se déclare solidaire « de tous ceux qui sont menacés dans leur emploi, de ceux qui sont exclus ou en situation précaire, solidaire de ceux qui se battent pour le maintien de services publics de haute qualité (santé, transports, courrier...). Nous ne sortirons ensemble de cette crise sociale qu'en brisant le corporatisme et le repli sur soi »³¹. Son soutien aux marches contre le chômage et aux luttes des « Sans » témoigne de cette volonté ainsi que des liens qu'il commence à entretenir avec des associations de chômeurs et les syndicats SUD (Solidaires Unitaires Démocratiques) sur les plans national et local. Les militants peuvent aussi participer aux initiatives d'ATTAC dont François Dufour (Manche, porte-parole de la CP en 1999) est un des vice-présidents.

Cette volonté d'ouverture se dit autrement, les « consommateurs » ont remplacé les « ouvriers » dans le discours syndical. Des liens sont recherchés avec des associations de consommateurs, d'écologistes... L'Alliance consommateurs - paysans - écologistes est créée en France le 27 septembre 1991, comme en Belgique, en Allemagne et au Royaume-Uni. Vingt-cinq associations en sont membres en France dont *Greenpeace*, les Amis de la Terre, Ecoropa, Nature et Progrès, l'Union Fédérale des Consommateurs-Que Choisir... Même si cette alliance semble avoir une existence formelle, elle permet de développer relations et réseaux.

Des militants associatifs français sont en relation avec des ONG du Sud. A partir de 1987, des militants du Sud dont Vandana Shiva (Inde) et Martin Khor (de *Third World Network*) s'intéressent aux nouvelles biotechnologies puis aux OGM. Agnès Bertrand d'Ecoropa participe avec eux à une rencontre en juillet 1994 à Penang (Malaisie)³². Ecoropa lance un appel à un moratoire sur les OGM le 28 mai 1996. Dans *Greenpeace* Arnaud Apoteker est favorable à un combat contre les OGM. Il a rencontré José Bové lors d'une campagne contre la reprise des essais nucléaires en 1995 en Polynésie française où celui-ci s'était rendu avec d'autres militants du Larzac. La CP s'informe, débat puis prend une position hostile aux OGM. Elle mène une première action de fauchage en juin 1997³³. En Inde, le syndicat proche de la *Via Campesina* est à l'initiative, il organise une caravane en Europe en 1999 qui passe par la France au cours de laquelle des actions énergiques sont menées dont une au CIRAD de Montpellier.

La lutte contre le GATT et le refus des OGM ainsi que les méthodes d'action utilisées (action directe énergique mais sans violence aux personnes) ont favorisé les liens internationaux et l'ouverture à d'autres catégories sociales. Après l'action contre le Mac Donald's de Millau, les médias consacrent une place importante à la CP et aux courants qui contestent l'OMC.

³¹ CS, n° 93, janvier 1996.

³² H. KEMPF, ouv. cit., pp. 88-92.

³³ H. KEMPF, ouv. cit. et J. P. MARTIN, travaux en cours.

3 : De Millau à Porto - Alegre ³⁴

La folle année de la Confédération Paysanne

- 12 août 1999 : démontage du Mac Do de Millau (alors en construction).
- 17 août : mise en examen de cinq personnes, J. Bové absent de son domicile se livre à la justice le 19 août après une conférence de presse.
- 2 septembre 1999 : J. Bové emprisonné refuse de payer la caution exigée pour être libéré ; il quitte la prison le 7 septembre après qu'elle ait été payé par des militants.
- 30 novembre - 4 décembre 1999 : sommet de l'OMC à Seattle, J. Bové (arrivé à Washington le 24 novembre) et la *Via Campesina* participent à la manifestation syndicale.
- 29 janvier 2000 : contre - manifestation lors du forum économique mondial de Davos (Suisse).
- 30 juin - 2 juillet 2000 : le rassemblement de Millau à l'occasion du procès de 10 militants rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes.
- 25 - 30 janvier 2001 : premier Forum Social Mondial de Porto Alegre

Les raisons d'un succès

Notre propos n'est pas ici de revenir sur les événements mais de tenter de repérer les facteurs qui ont fait de l'affaire du Mac do de Millau et de ses prolongements un moment clef donnant à la CP une importance sans commune mesure avec le nombre de ses adhérents et faisant apparaître J. Bové comme un des *leaders* du mouvement altermondialiste.

Depuis 1995, le libéralisme était contesté à une échelle de masse en France. Mais quatre ans plus tard, le mouvement altermondialiste était encore limité et si la CP disposait de réseaux et de relais, elle était inconnue du grand nombre. L'action menée par un de ses satellites, parfois indiscipliné (le Syndicat des Producteurs de Lait de Brebis), à Millau (sous-préfecture) fait largement connaître son dirigeant.

Le retentissement de cette action s'explique, tout d'abord, par une erreur d'appréciation de la justice locale qui fit emprisonner des militants syndicaux et exigea de lourdes cautions. La chance y eut sa part, J. Bové (en vacances) était absent quand les forces de l'ordre vinrent à son domicile pour le saisir ce qui fit sourire. Et lui permit de mieux préparer sa défense avec son avocat F. Roux et avec son syndicat où certains avaient cru à un débordement aveyronnais. Le premier communiqué de l'AFP ayant évoqué un saccage. Petite chance aussi, ce n'est pas le responsable de la rubrique agricole du journal *Le Monde*, sensible aux arguments de la FNSEA, qui traite le sujet mais Jean Paul Besset ancien de l'extrême-gauche, intéressé par les mouvements sociaux et vit à Toulouse. Il donne à J. Bové, dont il a probablement déjà entendu parler par la presse régionale, le surnom de « Robin des bois du Larzac ». Ce dernier vit, en effet, sur le plateau symbole des contestations des années 1970. Ce qui resurgit là, c'est le « meilleur » de ces années même pour les anciens contestataires qui ont rompu avec leur passé politique une lutte décidée mais non - violente et non sectaire. La cible, un restaurant Mac Donald's, symbole de la multinationale, de l'uniformisation culturelle et de la toute puissance des Etats-Unis, parle à quasiment toute la planète.

La majorité des *médias*, d'autre part, ont amplifié l'affaire et ont, pendant un temps, relayé les explications de la CP et de J. Bové . Trop heureux de trouver un syndicat agricole qui a l'intelligence politique de lier défense professionnelle et défense de l'intérêt général et ne veut pas opposer agriculteurs et consommateurs.

³⁴ Pour une analyse détaillée : Jean Philippe MARTIN, « La Confédération Paysanne et José Bové, des actions médiatiques au service d'un projet ? », *Ruralia*, juin 2000, pp. 151-180.

Télévisions, radios et journaux traitent alors avec sympathie les prolongements de cette action d'autant plus que les médias étrangers les évoquent aussi, la légitimation de la couverture médiatique venant même du *New York Times*. Un « personnage » émerge ce qui facilite le traitement des débats qu'il entend porter par les médias³⁵. Le militant du cause est apprécié de ceux-ci et ses gestes sont parfois faits en fonction d'eux. Ainsi de la célèbre photographie où il lève ses mains menottées³⁶.

L'expérience militante de José Bové, sa capacité à exprimer clairement et avec conviction son point de vue lui permettent d'être compris de tous. Il popularise l'expression « malbouffe » alors que le tract d'appel au rassemblement devant le Mac Do n'évoquait pas ce problème. Le motif de l'action était d'abord professionnel, l'opposition à une hausse des taxes sur le Roquefort aux Etats-Unis. La personnalité de J. Bové séduit, intéresse d'autant plus peut-être que les hommes politiques irritent, il refuse d'être candidat à des élections faisant passer son engagement syndical en premier. On peut penser que ce choix est une posture afin de conserver sa popularité, il est aussi permis de considérer qu'il correspond à la sensibilité libertaire de ce militant, sensibilité en phase avec les formes d'engagement qui émergent à partir de la fin des années 1980. Le militant ne renonce pas à ses conviction fussent-elles parfois moins populaires comme l'a montré sa critique de l'action militaire de l'Etat d'Israël. L'homme, en effet, est intègre, prêt à passer un temps en prison si cela peut faire avancer ses idées. Il aime les coups d'éclat, les actions directes énergiques mais refuse le recours à la violence aux personnes. *Le Figaro*, avait pour s'en moquer parlé à son propos de marxisme « à la sauce Gandhi », l'ironie mise de côté on pourrait reprendre cette expression pour signaler le pragmatisme du personnage, sa volonté de s'inspirer de plusieurs traditions contestataires. Mais là n'est probablement pas l'essentiel car son but n'est pas d'élaborer un programme définitif mais plutôt de mener des actions pédagogiques. Sa force est d'être capable de s'adresser à tous, d'être entendu de milieux différents, dans des pays divers³⁷.

La justice locale se montre sévère vis-à-vis d'une action locale, moins violente que nombre de manifestations de la FNSEA. La Confédération Paysanne et José Bové dénoncent l'acharnement judiciaire dont ils sont victimes (la justice témoigne effectivement d'un intérêt plus vif envers ses actions), diffusent leurs idées auprès des médias et du grand public.

Dans le même temps, ils mobilisent leurs réseaux et alliés (syndicats SUD, associations écologistes, de consommateurs...) en France et au delà. La Confédération Paysanne et J. Bové (qui n'était pas alors porte-parole de la CP) se retrouvent à la confluence de plusieurs réseaux, anciens et amis de toujours du Larzac (F. Roux, P. Vuarin...), associations avec lesquelles la CP entretient des relations (*Greenpeace*, ...), syndicats et mouvements de chômeurs (SUD, AC ! ...), extrême-gauche (via les associations) et la *Via Campesina* (peu connue alors). La CP, petit syndicat, a aussi l'avantage de ne menacer personne ce qui facilite les alliances. L'action de Millau a lieu à quelques mois du sommet de l'OMC à Seattle. Le syndicat lie son combat pour la défense du Roquefort et de l'agriculture à la dénonciation de la libéralisation des échanges, du fonctionnement de l'OMC et des choix faits par les Etats-Unis. La place de certains de ses militants à ATTAC facilite l'élargissement du combat. En peu de temps le mouvement dit alors antimondialisation multiplie les initiatives et obtient une couverture médiatique

³⁵ Florence AUBENAS, Miguel BENNASSAYAG, *La fabrication de l'information*, 1999, Paris, La Découverte, 110 p.

³⁶ Notons que cette fois encore il utilise une erreur de ses adversaires puisqu'il n'était pas utile de le menotter.

³⁷ Jacques CAPDEVIELLE, *Modernité du corporatisme*, 2001, Paris, Presses de Sciences Po, 185 p.

significative. J. Bové et d'autres militants décident d'aller faire campagne aux Etats-Unis.

J. Bové dispose d'un atout maître, il n'est pas « franchouillard », a vécu aux Etats-Unis, parle bien anglais et s'intéresse à certains aspects de la culture américaine. L'alliance improbable des écologistes, des consommateurs, des syndicats ouvriers ou paysans, des contestataires du Nord et des opposants du Sud prend corps et crée la surprise à Seattle. Les forces altermondialistes ont le sentiment d'avoir remporté un succès. J. Bové devient un des *leaders* les plus connus des mobilisations contre la mondialisation libérale qui s'amplifient.

Il est possible de distinguer trois temps (courts) dans la façon dont les *médias* évoquent J. Bové et ses combats. De l'été 1999 à 2000, peu de critiques sont émises dans la presse ou parmi les militants, ou plutôt celles qui sont émises ne sont pas entendues (telles celles de Lionel Jospin ou de René Riesel). Le rassemblement de Millau (« le monde n'est pas une marchandise ») lors du procès de J. Bové est présenté comme une nouvelle étape dans la construction d'un mouvement international. En 2001-2002, la multiplication des procès (ceux de février et de l'automne 2001), le débat sur les OGM (dans lequel des scientifiques le critiquent vivement), les attentats du 11 septembre et sa prise de position après son voyage en Palestine voient les critiques se multiplier et les médias devenir sévères avec le personnage quitte à parfois trop en faire. En 2003 cependant, son emprisonnement passe pour de l'acharnement. Il intervient après les grèves massives du printemps, en particulier dans l'Education Nationale, qui ont vu le gouvernement de droite passer en force, la gauche traditionnelle peu dynamique et les thèmes du mouvement altermondialiste être repris. Le choix d'organiser un rassemblement sur le Larzac en août est judicieux et débouche sur sa libération peu de temps avant le rassemblement³⁸.

On retrouve en 2003 nombre d'ingrédients qui avaient permis à J. Bové et à la Confédération Paysanne d'occuper un rôle de premier plan dans la lutte pour une autre mondialisation après l'affaire du Mac Do. Une action judiciaire mal maîtrisée et un emprisonnement trop long font de J. Bové le symbole d'une répression antisyndicale. La Confédération Paysanne et celui-ci, avec un sens politique certain, tiennent un discours contre l'OMC et pour un monde solidaire dans lequel beaucoup se retrouvent. Les mobilisations du printemps 2003 ont confirmé l'opposition d'une partie importante de la population au néo-libéralisme. De nouvelles générations sont apparues sur le devant de la scène dans le mouvement des enseignants, lors du contre sommet du G8 à Evian et après le premier tour des élections présidentielles le 21 avril 2002. Le syndicat apparaît comme un catalyseur de luttes et d'expériences différentes, et présente le rassemblement comme un lieu ouvert de rencontres et de débats. En parallèle, il réactive ses réseaux, fort du semi-échec de l'été 2002 où les mobilisations en défense de J. Bové avaient tardé à s'affirmer. Le calendrier d'action est bien pensé, le rassemblement intervient après plusieurs semaines de détention et après la demi-grâce du Président de la République le 14 juillet. La cible n'est plus un bâtiment incarnant une grande firme connue universellement mais une institution internationale devenue le symbole des politiques économiques rejetées. Le syndicat bénéficie aussi du discrédit des partis politiques et de l'incapacité de la gauche traditionnelle à apparaître comme un pôle actif d'opposition. Le PS est présent *a minima* avec un stand de sa section locale (démonté un temps) et le passage de Martin Malvy (président du Conseil Régional). Aucun leader national de l'extrême-gauche ne vient et Marie - George

³⁸ Jean Philippe MARTIN, « José Bové, un activiste sans projet ? », *Modern and Contemporary France*, vol. 11, n° 3, August 2003, pp. 307-321.

La presse quotidienne régionale suit avec plus d'intérêt et de sympathie la saga de J. Bové que la presse nationale. Le 3/8/2003, *Sud-Ouest* titre, en première page, « Bové libéré sur un plateau », *La Dépêche du Midi* comme *Midi Libre* consacrent des numéros spéciaux au rassemblement.

Buffet passe rapidement pour le PCF. On est aussi frappé par la faible présence des grandes confédérations syndicales (la CGT régionale participe cependant aux débats) et par leur incapacité à prendre des initiatives de ce type.

Ce rassemblement a confirmé la place prise par la Confédération Paysanne et J. Bové dans les mobilisations altermondialistes en France. Le sommet de l'OMC à Cancun, a vu les dirigeants de la *Via Campesina* au premier rang des contestataires confirmant la place centrale des organisations paysannes dans le mouvement.

La Confédération Paysanne est aujourd'hui un acteur essentiel des mobilisations altermondialistes en France. Ses initiatives, son discours, ses actions rencontrent un écho important et son leader le plus connu (José Bové) semblent même symboliser aux yeux du plus grand nombre le combat pour une autre mondialisation. La longue expérience acquise, sa capacité à analyser la situation politique et les idées défendues par cette sensibilité ont favorisé son implication dans ce mouvement. Les réseaux tissés en France et dans le monde ont bénéficié à J. Bové quant il a été confronté à la justice en 1999, 2002 ou 2003. Ils ont aussi facilité l'insertion de ce syndicat dans les mobilisations contre la mondialisation libérale et lui ont permis d'y tenir une place décisive. La personnalité de José Bové, *leader* parfois turbulent, peut irriter, il n'en reste pas moins qu'il apparaît comme un des porte-parole les plus écoutés de l'altermondialisme en France (et probablement au delà). Son retrait risquerait de poser des problèmes à son syndicat et aux forces favorables à une autre mondialisation.

Sources :

Archives et journaux des différentes sensibilités des nouvelles gauches paysannes depuis les années 1960, Centre d'Histoire du Travail (CHT), Nantes.

José BOVE et François DUFOUR, *Le monde n'est pas une marchandise. Des paysans contre la malbouffe*, 2000, Paris, La Découverte, 239 p.

Campagnes Solidaires, revue de la Confédération paysanne depuis 1987.

Confédération Paysanne, documents de congrès, Bagnolet.

Coordination Paysanne Européenne, Bruxelles.

Bernard Lambert, *Les paysans dans la lutte des classes*, 1970, Paris, 190 p. Réédition accompagnée de notes critiques et d'un avant-propos de J. Bové, 2003, Nantes, CHT.

VIA CAMPESINA, *Une alternative paysanne à la mondialisation libérale*, 2002, Genève, CETIM, 256 p. Site internet de la *Via Campesina*.

Mais aussi

Christophe AGUITON, *Le monde nous appartient*, 2001, Paris, Plon, 251 p.

Bernard CASSEN, *Tout a commencé à Porto Alegre... Mille forums sociaux !*, 2003, Paris, Mille et une nuits, 220 p.

Références bibliographiques :

Alexandre ALLAND Jr, *Le Larzac et après, L'étude d'un mouvement social novateur*, 1995, Paris, L'Harmattan, 271 p.

Pierre BARRAL, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, 1968, Paris, Colin, 386 p.

René BOURRIGAUD, *Paysans de Loire-Atlantique. 15 itinéraires à travers le siècle*, 2001, Editions du CHT, Nantes, 298 p.

Jacques CAPDEVIELLE, *Modernité du corporatisme*, 2001, Paris, Presses de Sciences Po, 185 p.

- Patrick CHAMPAGNE, *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, 1990, Paris, éditions de Minuit, 314 p.
- Yves CHAVAGNE, *Bernard Lambert. 30 ans de combat paysan*, 1988, Quimperlé, La Digitale, 284 p.
- Pierre COULOMB, Hélène DELORME, Bertrand HERVIEU, Marcel JOLLIVET, Philippe LACOMBE (sous la dir. de), *Les agriculteurs et la politique*, 1990, Paris, FNSP, 594 p.
- Rose - Marie LAGRAVE, « Les gauches syndicales (MODEF, CNSTP, FNSP) », pp. 355-369.
- Serge CORDELLIER, « La gauche paysanne moderne et la cogestion », pp. 189-196.
- Xavier CRETTEZ, Isabelle SOMMIER (sous la dir. de), *La France rebelle*, 2002, Editions Michalon, Paris, 569 p.
- Nathalie DUCLOS, « La rébellion paysanne », pp. 121-148.
- Samuel DEGUARA, *Les conditions d'émergence d'un nouveau syndicat, la Confédération Paysanne (1981-1987)*, 2000, DEA, sous la direction d'Annie COLLOVALD, Université de Paris X, Nanterre, 149 p.
- Nathalie DUCLOS, *Les violences paysannes sous la Vème République*, 1998, Paris, Economica, 281 p.
- Olivier FILLIEULE, *Stratégies de la rue*, 1997, Paris, Presses de Sciences Po.
- Michel GERVAIS, Marcel JOLLIVET, Yves TAVERNIER, *Histoire de la France rurale*, t.4, 1976, Paris, Seuil, 672 p.
- Philippe GRATTON, *Les paysans français contre l'agrarisme*, 1972, Maspero, 174 p.
- Bertrand HERVIEU, Rose - Marie LAGRAVE (sous la dir. de), *Les syndicats agricole en Europe*, 1992, Paris, L'Harmattan, 318 p.
- Edouard LYNCH, *Moissons rouges, les socialistes français et le société paysanne durant l'entre-deux-guerres (1918-1940)*, 2002, Lille, Editions du Septentrion, 484 p.
- Jean Philippe MARTIN, « La Confédération Paysanne, entre contestation traditionnelle et nouvelles propositions », *Sciences de la société*, n° 45, oct. 1998, pp. 27-44.
- Jean Philippe MARTIN, « Syndicats agricoles et sociétés paysannes, les analyses des gauches paysannes depuis 1945 », Annie ANTOINE (dir.), *Campagnes de l'Ouest. Stratigraphie et relations sociales dans l'histoire*, 1999, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 153-169.
- Jean Philippe MARTIN, « La Confédération Paysanne et José Bové, des actions médiatiques au service d'un projet », *Ruralia*, juin 2000, pp.151-180.
- Jean Philippe MARTIN, « La Confédération Paysanne et José Bové, à l'heure de la contestation de la 'mondialisation libérale' », *Cahier d'Histoire Immédiate*, n°20, automne 2001, pp. 101-121.
- Jean Philippe MARTIN, « Les gauches vigneronnes contestataires en Languedoc, singularités, différenciations et évolutions (1945-2000) » pp. 661-679, dans Geneviève GAVIGNAUD - FONTAINE et Henri MICHEL (direction), *Vignobles du Sud, XVIème-XXème siècle*, 2003, Publications de l'Université Paul - Valéry, Montpellier, 747 p.
- Jean Philippe MARTIN, « José Bové, un activiste sans projet ? », *Modern and Contemporary France*, vol. 11, n° 3, August 2003, pp. 307-321.
- Michel OFFERLE, *Sociologie des groupes d'intérêt*, 1998, Paris, Montchrestien, 158 p.
- Denis PINGAUD, *La longue marche de José Bové*, 2002, Paris, Seuil, 254 p.
- Isabelle SOMMIER, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, 1998, Rennes, PUR, 253 p.
- Jean VERCHERAND, *Un siècle de syndicalisme agricole, la vie locale et nationale vue à travers le cas du département de la Loire*, 1994, Saint - Etienne, Centre d'Etudes Foréziennes, 443 p.
- Jean VIGREUX, *Waldeck Rochet. Une biographie politique*, 2000, Paris, La Dispute, 377 p.